

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

S/C/W/12

22 novembre 1995

(95-3657)

---

## Conseil du commerce et des services

### CONSEIL DU COMMERCE DES SERVICES

#### Projet de rapport sur les travaux effectués depuis janvier 1995

Le présent rapport a été établi conformément aux procédures d'examen annuel des activités de l'OMC et de présentation de rapports dans le cadre de l'OMC (WT/L/93).

Le Conseil du commerce des services a tenu sept réunions en 1995. Les rapports sur les travaux de ces réunions figurent dans les documents S/C/M/1 à 7 et il conviendrait de les lire en même temps que le présent rapport.

#### Règlement intérieur du Conseil du commerce des services

1. A sa réunion du 30 mai 1995, le Conseil a examiné un projet de règlement intérieur (S/C/W/2). Une question restait à régler au sujet de la Règle 33 (Prise de décisions), qui concernait les trois conseils sectoriels des marchandises, des services et de la propriété intellectuelle. Il a donc été décidé que le Conseil reviendrait sur cette question lors d'une réunion ultérieure. A la réunion du Conseil des services qui s'est tenue le 4 octobre 1995, le Président a déclaré que le Conseil du commerce des marchandises et le Conseil des aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce avaient décidé d'ajouter une note de bas de page à la Règle 33 spécifiant que, lorsque les dispositions d'un accord stipulaient expressément qu'une décision devait être prise par consensus et que la question était renvoyée au Conseil général, ce dernier ne prendrait de décision que par consensus. Dans le cas du Conseil des services, il ne serait pas nécessaire d'ajouter une note de ce type au règlement intérieur, l'AGCS ne contenant aucune disposition de cet ordre. Le Président a donc proposé que le Conseil adopte le projet de règlement intérieur sans modification. Le Conseil a adopté le règlement intérieur (S/L/15).

#### Décisions renvoyées au Conseil du commerce des services par les Ministres

2. L'Acte final du Cycle d'Uruguay contenait quatre décisions concernant l'AGCS, qui devaient être adoptées par le Conseil du commerce des services. A sa première réunion, le 1er mars 1995, le Conseil a adopté la Décision sur les arrangements institutionnels relatifs à l'AGCS, la Décision sur certaines procédures de règlement des différends établies aux fins de l'AGCS, la Décision sur les services professionnels, et la Décision sur le commerce des services et l'environnement. Ces décisions figurent dans les documents S/L/1 à 4, respectivement.

#### Participation d'observateurs

3. Conformément à la procédure *ad hoc* approuvée par le Conseil général, le Conseil du commerce des services a, à chacune de ses réunions, décidé quelles organisations intergouvernementales devraient être invitées à sa prochaine réunion. Il a continué d'inviter les quatre organisations qui avaient participé à sa première réunion à titre d'observateur, à savoir le FMI, la Banque mondiale, la CNUCED et l'ONU.

#### Lignes directrices pour les notifications

4. Le Sous-Comité des services a élaboré une série de lignes directrices pour les notifications au titre de l'AGCS. A sa réunion du 29 novembre 1994, le Sous-Comité a décidé que le projet de lignes directrices figurant dans le document PC/SCS/W/8 serait présenté au Conseil du commerce des services pour approbation. Lors de sa première réunion, le 1er mars 1995, le Conseil a approuvé les lignes directrices (S/L/5).

#### Notifications au titre de l'article XXVIII k) ii) de l'AGCS

5. Les documents S/C/N/1, 2, 3 et 5 contenaient des notifications du Canada, de la Nouvelle-Zélande, de l'Australie et de la Suisse au titre de l'article XXVIII k) ii) de l'AGCS, stipulant qu'ils accordaient substantiellement le même traitement à leurs résidents permanents qu'à leurs ressortissants pour ce qui est des mesures affectant le commerce des services et qu'ils assumeraient, pour ce qui est de ces résidents permanents, les mêmes responsabilités que celles que les autres Membres avaient à l'égard de leurs ressortissants. Conformément à l'article XXVIII k) ii), les quatre gouvernements avaient présenté leurs notifications à l'OMC au moment où ils avaient accédé à l'Accord sur l'OMC. En outre, ils les avaient transmises au Conseil du commerce des services pour information. Le Conseil a pris note de ces notifications.

#### Questions se rapportant au champ d'application de l'AGCS

6. La déclaration du Président du Groupe de négociation sur les services, datée du 14 septembre 1993 (MTN.GNS/W/260), accordait aux participants un délai supplémentaire d'un an prenant fin le 15 décembre 1994 pour procéder à des consultations sur les questions se rapportant au champ d'application de l'AGCS et prévoyait qu'il serait rendu compte au Conseil du commerce des services du résultat de ces consultations. Toutefois, à l'issue du processus de consultation, le Sous-Comité des services n'avait pu parvenir à un accord sur l'adoption d'un rapport au Conseil. En conséquence, le Président du Sous-Comité avait, sous sa propre responsabilité, présenté un rapport au Conseil (S/C/1). Le rapport indiquait que des consultations avaient eu lieu sur les cinq catégories de mesures mentionnées dans le document MTN.GNS/W/177/Rev.1. Pour deux catégories, à savoir les mesures se rapportant à l'aide judiciaire et administrative et les mesures se rapportant à l'admission et au séjour des personnes physiques, des conclusions avaient été convenues qui figuraient au paragraphe 6 du rapport. Pour les trois autres catégories, à savoir les mesures se rapportant à la sécurité sociale, les mesures se rapportant au règlement des différends découlant de traités d'investissement bilatéraux et les mesures se rapportant à l'admission et au séjour temporaire de certaines catégories de personnes physiques, aucune conclusion n'avait pu être convenue. Le Conseil a adopté les conclusions figurant au paragraphe 6 et a pris note du reste du rapport à sa première réunion, le 1er mars 1995.

#### Notifications au titre de l'article V de l'AGCS

##### *a) Elargissement de l'Union européenne*

7. Le document WT/L/7, daté du 19 janvier 1995, contenait une communication des Communautés européennes, dans laquelle celles-ci faisaient savoir à l'OMC que l'Autriche, la Finlande et la Suède avaient adhéré à l'Union européenne le 1er janvier 1995 et qu'elles étaient prêtes à participer, selon qu'il serait nécessaire, aux travaux qui pourraient être entrepris sur ces questions, en vertu des dispositions applicables des Accords de l'OMC. Les Communautés européennes estimaient que cette notification satisfaisait notamment aux dispositions du paragraphe 7 a) de l'article V de l'AGCS et avaient indiqué lors de la première réunion du Conseil du commerce des services qu'elles avaient l'intention de présenter une notification plus détaillée contenant des informations sur tous les aspects de l'élargissement ayant trait aux services, y compris une nouvelle liste d'engagements contractés par

les Communautés et leurs 15 Etats membres. A sa réunion du 30 mars 1995, le Conseil du commerce des services a créé un groupe de travail de l'élargissement de l'Union européenne. Lors d'une réunion ultérieure, qui s'est tenue le 4 octobre, les membres sont convenus de confier le mandat ci-après au groupe de travail:

"Examiner le Traité d'adhésion de l'Autriche, de la Finlande et de la Suède à l'Union européenne et faire rapport au Conseil du commerce des services au sujet de sa compatibilité avec l'article V de l'Accord général sur le commerce des services."

#### Accord de libre-échange nord-américain

8. A sa première réunion, le 1er mars 1995, le Conseil du commerce des services a reçu une communication conjointe du Canada, des Etats-Unis et du Mexique (S/C/N/4), dans laquelle ces Etats lui notifiaient l'Accord de libre-échange nord-américain conformément au paragraphe 7 a) de l'article V de l'AGCS. A sa réunion du 30 mai 1995, le Conseil a créé un groupe de travail auquel il a confié le mandat suivant:

"Examiner l'Accord de libre-échange nord-américain et faire rapport au Conseil du commerce des services au sujet de sa compatibilité avec l'article V de l'Accord général sur le commerce des services."

#### Union européenne

9. A sa réunion du 22 novembre 1995, le Conseil du commerce des services a reçu une communication des Communautés européennes et de leurs Etats membres, par laquelle ils notifiaient l'Accord d'"intégration économique" - institué par le Traité de Rome et ultérieurement élargi - modifié à une date très récente par le Traité sur l'Union européenne. Cette notification était présentée conformément au paragraphe 7 a) de l'Article V de l'AGCS.

#### Vérification des listes

10. Au cours de l'année 1995, le Conseil du commerce des services a vérifié la précision technique et la cohérence juridique des listes d'engagements suivantes:

- a) A sa réunion du 30 mars 1995, le Conseil du commerce des services a vérifié les listes d'engagements visées par la Décision adoptée par le Conseil général le 31 janvier 1995 à propos de l'achèvement des négociations sur les listes concernant les marchandises et les services (WT/L/30).
- b) A sa réunion du 30 mai 1995, le Conseil du commerce des services a vérifié les listes d'engagements des pays les moins avancés qui, selon la Décision ministérielle sur les mesures en faveur des pays les moins avancés, disposaient d'un délai supplémentaire d'un an - c'est-à-dire jusqu'au 15 avril 1995 - pour présenter leurs listes.
- c) A sa réunion du 4 octobre 1995, le Conseil du commerce des services a vérifié les listes d'engagements énumérées dans le document S/C/W/10, soit 31 listes d'engagements et 16 listes d'exemptions de l'obligation NPF concernant les services financiers, six listes d'engagements concernant le mouvement des personnes physiques, ainsi que deux listes concernant Saint-Kitts-et-Nevis et les Iles Salomon.

### Impôts et subventions au niveau intrafédéral

11. Conformément à la déclaration du Président du Groupe de négociation sur les services, datée du 13 décembre 1993 (MTN.GNS/50), les participants aux négociations du Cycle d'Uruguay disposaient d'un délai supplémentaire, allant jusqu'au 15 juin 1994, pour achever d'établir une liste des mesures relatives aux impôts et subventions qui étaient appliquées au niveau sous-central et qui étaient incompatibles avec l'article XVII (Traitement national) de l'AGCS. Dans cette même déclaration, le Président précisait aussi ce qui suit: "Il est entendu qu'il n'en résultera pas de modification de l'équilibre négocié des droits et obligations. Pendant une période de 30 jours à compter du 16 juin 1994, si un participant considère que cet équilibre a été modifié à la suite de l'inscription de mesures additionnelles sur la liste, il pourra engager des consultations avec le participant ou les participants concernés afin d'arriver à un règlement satisfaisant." En application de cette déclaration, les Etats-Unis ont présenté une communication par l'intermédiaire du Sous-Comité des services, qui fait l'objet du document PC/SCS/W/4. La communication a donné lieu à des consultations multilatérales, durant l'année 1994, sous les auspices de ce Sous-Comité. Ces consultations se sont poursuivies en 1995 dans le cadre du Conseil du commerce des services. Des rapports sur les consultations ont été présentés au Conseil lors de ses réunions des 1er et 30 mars, du 4 octobre et du 22 novembre.

### Statistiques sur le commerce des services - Note du Secrétariat

12. A la réunion du 30 mars 1995, les participants ont souligné que les problèmes relatifs à la disponibilité et la comparabilité des statistiques devaient être traités d'urgence. Il a donc été demandé au Secrétariat de mettre au point une note d'information sur les statistiques et la classification des services, qui servirait de point de départ aux travaux dans ces deux domaines et aiderait les délégations à examiner les questions soulevées. En conséquence, le Secrétariat a établi une note sous couvert du document S/C/W/5, qui a été présentée au Conseil et examinée à la réunion du 4 octobre 1995. Cette note met avant tout l'accent sur les questions liées à la mise en place d'un système statistique aux fins de l'application de l'AGCS. Un certain nombre de délégations ont déclaré que, même si cette question revêtait une grande importance, il semblait prématuré de prendre une décision sur la création d'un organe spécial pour réaliser les travaux nécessaires.

### Groupe de travail sur les règles de l'AGCS

13. A sa deuxième réunion, le 30 mars 1995, le Conseil a décidé d'établir un groupe de travail chargé de mener des négociations sur les mesures de sauvegarde, les marchés publics et les subventions, conformément aux dispositions des articles X, XIII et XV de l'AGCS, respectivement. Il a été décidé que le groupe de travail devrait examiner les trois sujets dans l'ordre où ils apparaissent dans l'AGCS, à savoir les mesures de sauvegarde, les marchés publics et les subventions; en outre, il a été convenu d'espacer de quatre mois les dates auxquelles le groupe entamerait les travaux dans ces trois domaines, de sorte que ces travaux commenceraient en juillet pour les mesures de sauvegarde et en novembre et en mars, respectivement, pour les marchés publics et les subventions.

### Décisions sur les services financiers

14. A sa réunion du 30 juin 1995, le Conseil du commerce des services a adopté la Décision sur l'application de la Seconde annexe sur les services financiers (S/L/6). Cette décision prévoyait une prolongation du délai dont les Membres disposaient en vertu de la Seconde annexe sur les services financiers pour modifier leurs engagements et/ou les exemptions de l'obligation NPF, c'est-à-dire jusqu'au 30 juin 1995; ce délai a donc été prolongé jusqu'au 28 juillet 1995.

15. A sa réunion du 21 juillet, le Conseil du commerce des services a adopté les deux décisions suivantes:

- a) Décision sur les engagements concernant les services financiers (S/L/8), en vertu de laquelle, si le deuxième Protocole annexé à l'AGCS auquel sont annexés de nouveaux engagements sur les services financiers n'entre pas en vigueur, les Membres pourront, pendant une période de 60 jours commençant le 1er août 1996, modifier leurs engagements et/ou les exemptions de l'obligation NPF.
- b) Deuxième décision sur les services financiers (S/L/9), en vertu de laquelle, après l'entrée en vigueur du deuxième Protocole annexé à l'AGCS, les Membres pourront, pendant une période de 60 jours commençant le 1er novembre 1997, modifier leurs engagements et/ou les exemptions de l'obligation NPF.

#### Décisions sur le mouvement des personnes physiques

16. A sa réunion du 30 juin 1995, le Conseil du commerce des services a adopté la Décision sur le mouvement des personnes physiques (S/L/7), par laquelle le délai fixé dans la Décision ministérielle de Marrakech sur les négociations sur le mouvement des personnes physiques - qui allait jusqu'au 30 juin 1995 - était prolongé jusqu'au 28 juillet 1995.

17. A sa réunion du 21 juillet 1995, le Conseil a adopté la Décision sur les engagements concernant le mouvement des personnes physiques (S/L/10). Cette décision concernait l'adoption du texte du troisième Protocole annexé à l'Accord général sur le commerce des services auquel de nouveaux engagements sur le mouvement des personnes physiques ont été annexés. Elle stipulait par ailleurs que, dans toute la mesure compatible avec leur législation en vigueur, les Membres ne prendraient pas de mesures qui seraient incompatibles avec les engagements qui résultaient pour eux des négociations menées dans ce domaine.

#### Création d'un Comité des engagements spécifiques

18. A sa réunion du 4 octobre 1995, le Conseil a décidé d'établir un Comité des engagements spécifiques. [A sa réunion du 22 novembre, le Conseil a adopté une décision sur le mandat du Comité des engagements spécifiques (S/L/16).]

#### Rapports sur l'état d'avancement des négociations en cours

19. Le Conseil du commerce des services a reçu des rapports sur l'état d'avancement des négociations en cours dans le domaine des télécommunications de base et des services de transport maritime. Des rapports sur les négociations concernant le mouvement des personnes physiques et concernant les services financiers - qui sont parvenues à leur conclusion le 21 juillet 1995 - lui ont également été présentés.